

Bulletin d'histoire politique

Qui sont les « vainqueurs » de la guerre froide ?

Christian DesRoches



Volume 9, Number 1, Fall 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060431ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060431ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

DesRoches, C. (2000). Review of [Qui sont les « vainqueurs » de la guerre froide ?] *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 95–103. <https://doi.org/10.7202/1060431ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Chronique d'histoire politique des États-Unis

Qui sont les « vainqueurs » de la guerre froide ?

...

Christian DesRoches
Étudiant au doctorat en histoire

Joseph Shattan, *Architects of Victory : Six Heroes of the Cold War*, Washington, D.C., The Heritage Foundation, 1999, 343 p.

Beth A. Fischer, *The Reagan Reversal : Foreign Policy and the End of the Cold War*, Columbia et Londres, University of Missouri Press, 1997, 176 p.

Matthew Evangelista, *Unarmed Forces : The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1999, 406 p.

Il y a déjà plus d'une décennie, la chute du mur de Berlin annonçait la fin de la guerre froide. Ce dénouement mémorable constitue l'objet d'un débat historiographique de taille aux États-Unis : la chute de l'Union soviétique était-elle inévitable, la conséquence directe d'un système politique dysfonctionnel ? Quel fut l'impact de la politique extérieure américaine sur la fin de la guerre froide ? Est-ce que la politique de fermeté préconisée par l'administration Reagan, baptisée « peace through strength », a vraiment contribué à la chute du Kremlin, ou était-ce une approche fondamentalement dangereuse, qui mena la planète au bord de l'holocauste nucléaire ?

Cette polémique se dessine autour de lignes assurément partisans et idéologiques. Chez les historiens plus conservateurs, il ne fait pas de doute que la chute du Rideau de fer fut la conséquence directe des politiques fermes de l'administration Reagan envers l'URSS. Sous la férule du « Gipper », Washington réinvestit massivement dans les armements (conventionnels et nucléaires), raffermir les relations avec les pays de l'OTAN et, qui plus est, revitalise la politique du *containment* en proclamant la doctrine Reagan. Selon Andrew Busch, politologue à l'Université de Denver, Reagan a, dès le départ, reconnu la futilité d'une approche trop

défensive : il rejette la détente comme étant une forme d'apaisement et il insiste sur le fait que l'Amérique doit reprendre l'initiative (i.e. l'offensive). Les visées du quarantième président étaient donc le résultat de « a far-sighted and coherent strategic vision¹ ».

Architects of Victory se situe résolument dans ce courant de pensée. L'auteur, Joseph Shattan, possède une feuille de route qui atteste de ses positions conservatrices. Détenteur d'un doctorat de l'Université Tufts, il a été, au fil des ans, rédacteur de discours pour Jeane Kirkpatrick (ambassadrice des États-Unis aux Nations unies sous l'administration Reagan) et Dan Quayle (vice-président de George Bush). Par ailleurs, cet ouvrage a été publié par la Heritage Foundation, un des « think tanks » conservateurs les plus influents des États-Unis². Précision importante, *Architects of Victory* base son argumentation sur des études récentes ainsi que sur des Mémoires d'acteurs marquants. Shattan n'a pas exploré les archives américaines ou soviétiques ; il manie adroitement, par contre, l'historiographie récente et reprend plusieurs des arguments qui constituent l'essentiel de l'interprétation conservatrice de la fin de la guerre froide.

L'auteur affirme d'emblée que « the United States won the Cold War as totally and decisively as any conflict has ever been won. [...] The Evil Empire that brought ruin and terror to so many millions is well and truly dead, and America killed it » (p. 1). Compte tenu de cette prémisse, cette étude ne réserve guère de surprises : aucun doute ne repose sur qui sont les « bons » et les « méchants » du récit. *Architects of Victory* ne se confine pas, toutefois, aux années 1980. Shattan nous propose six portraits d'individus qui, selon lui, ont contribué à la chute du régime soviétique. Il traite tour à tour de Harry Truman, Winston Churchill, Konrad Adenauer, Alexandre Soljenitsyne, le pape Jean-Paul II et, finalement, Ronald Reagan.

Pour les fins de la présente chronique, nous nous limiterons au dernier cas évoqué ci-haut, quoique les autres sujets seraient tout aussi dignes d'intérêt. Le chapitre sur Reagan trace une brève esquisse biographique de l'énigmatique ancien président, pour ensuite analyser le mérite de ses politiques. D'entrée de jeu, Reagan rejette l'approche réaliste en politique étrangère, laquelle écarte les considérations morales au profit de l'équilibre des puissances. Pour cette ancienne vedette de cinéma, le monde est dominé par une lutte entre deux philosophies : le communisme et le capitalisme. Le second étant, selon lui, moralement et économiquement supérieur au premier, Reagan se donne comme mission, dès le début de son premier mandat, de combattre les sombres desseins des dirigeants du Kremlin. Reconnaisant que cette approche pouvait sembler rudimentaire, même primitive, Shattan soutient toutefois que c'est par la poursuite obstinée de ses objectifs que Reagan a finalement triomphé (p. 246).

Reagan ne lésine pas sur les moyens. Pendant les six premières années de sa présidence, les États-Unis doublent leurs dépenses militaires par rapport au total des années 1970. Cette hausse marquée du budget militaire est une composante fondamentale de la politique baptisée « NSDD 75 », adoptée en janvier 1983. Cette stratégie constitue d'abord et avant tout un défi destiné au Kremlin : c'est une offensive sur les fronts économique, militaire, stratégique et moral. NSDD 75 énonce, en outre, les bases de la doctrine Reagan, qui rejette la stratégie de l'endiguement (*containment*), essence de la politique étrangère américaine depuis 1947, pour adopter une stratégie plus dynamique du refoulement (*roll back*)³. Shattan loue également Reagan pour avoir préservé l'intégrité de l'OTAN, et ce, malgré les ouvertures lancées par Moscou (que l'auteur écarte comme étant de la propagande) et la croissance du mouvement antinucléaire. Mais c'est pour l'Initiative de défense stratégique (IDS) que Shattan réserve ses éloges les plus chaleureux, un programme qu'il qualifie de « one of the most important reasons for America's victory in the Cold War » (p. 262). Cette stratégie de fermeté aurait donc placé le Kremlin sur la défensive et l'aurait contraint à adopter une position plus conciliante. En réalité, explique Shattan, Reagan est bien plus le père de la *perestroïka* que Gorbatchev (p. 274). L'auteur écarte l'hypothèse selon laquelle Gorbatchev fut l'un des architectes de la fin de la guerre froide, insistant sur le fait qu'il fut contraint à ses ouvertures par l'approche presciente de Reagan.

Le lecteur constatera sans doute l'aura surréel de manichéisme qui est perceptible tout au long de cette étude. Le raisonnement à la base de cette théorie de « peace through strength » s'appuie, par ailleurs, sur la logique fallacieuse qui sous-tend qu'étant donné que la politique de fermeté de l'administration Reagan a précédé la chute du Rideau de fer, elle en est donc nécessairement responsable⁴. Si l'interprétation avancée par Shattan paraît simpliste et indûment triomphaliste, il faut néanmoins constater qu'elle est partagée par un bon nombre d'historiens américains de renom, tels John Lewis Gaddis et Ron Radosh. Qui plus est, c'est une opinion qui est dominante chez les élites du Parti républicain, lesquelles sont favories aux élections de novembre prochain et qui font campagne sur les mérites du réaganisme.

Dans *The Reagan Reversal*, Beth Fischer s'intéresse également aux événements qui ont entraîné la fin de la guerre froide. Cette politologue de l'Université de Toronto cherche à remettre en question, à l'instar des historiens conservateurs, l'interprétation très répandue d'un président Reagan qui aurait tout simplement réagi aux ouvertures du Kremlin, « [a] lucky bumbler [who] was simply at the right place at the right time » (p. 2). En effet, elle avance l'hypothèse que Reagan était un président dynamique, qui partici-

pait au processus décisionnel de la politique étrangère. L'auteure se garde, cependant, d'appuyer la théorie à l'effet que la politique de fermeté de l'administration Reagan soit responsable de la dissolution du régime soviétique. Au contraire, elle soutient que c'est Reagan lui-même qui fut le premier à tendre le rameau d'olivier aux Soviétiques et le responsable du dégel qui mena éventuellement au rapprochement soviéto-américain, et ce, quinze mois avant l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

Certes, ceux qui se souviennent de la rhétorique de « l'Empire du Mal » et de la doctrine Reagan trouveront sans doute que cette affirmation semble curieuse. Or, Fischer argue qu'entre octobre 1983 et janvier 1984, le président Reagan connut une conversion marquée qui l'aurait incité à une réévaluation de sa politique de fermeté envers l'URSS. *The Reagan Reversal* cherche à élucider les causes de cette intervention abrupte.

Le second chapitre est consacré à la démonstration de la prémisse initiale, *i.e.* qu'il y a bel et bien eu une réorientation de la politique envers l'URSS à la fin de 1983. Fischer trace les grandes lignes de l'approche préconisée par l'administration Reagan de 1981 à 1983, une période caractérisée par une hausse prononcée des dépenses militaires, un intérêt mitigé pour les négociations sur les limitations d'armes nucléaires et une rhétorique belliqueuse envers le Kremlin. Les grandes lignes de cette politique furent clairement énoncées le 31 octobre 1983 par Kenneth Dam, un cacique du département d'État ; ce discours reprend les thèmes combattifs préconisés jusque-là et ne présage aucunement un adoucissement envers Moscou.

Ce n'est pourtant que quelques mois plus tard, le 16 janvier 1984, que Reagan livre un discours sur les relations soviéto-américaines au ton foncièrement conciliateur. Cette allocution, à l'époque écartée comme étant de la rhétorique électorale à l'approche du suffrage de 1984, délaissait la posture belliciste du passé, plaidait « for a better working relationship » entre les deux Grands et décriait les dangers que pouvaient constituer des malentendus à l'ère nucléaire (p. 35). Fischer soumet même les discours de Dam et Reagan à une analyse comparative de contenu pour illustrer davantage l'ampleur du clivage (p. 38). Par ailleurs, ce discours serait la pierre angulaire de la nouvelle approche adoptée par Reagan, une politique plus lénifiante qui se cristallisa au sommet de Genève en novembre 1985.

Les trois chapitres qui suivent étudient, une à une, les causes potentielles qui auraient pu inspirer cette brusque palinodie. Le chapitre trois s'intéresse à la thèse qui voudrait que les manifestations pacifiques de Reagan aient été le fruit de considérations électorales. Effectivement, la politique étrangère de l'administration Reagan était, selon plusieurs, son talon d'Achille. Comme le soulignait le chroniqueur vétéran James Reston en décembre 1983, Reagan « was beginning to scare the American [...]

people with his dukes-up attitude toward the Russians and his adventures in Lebanon » (p. 55). Malgré les mérites de cette théorie, Fischer dénote avec perspicacité qu'elle néglige d'expliquer pourquoi Reagan a poursuivi sa politique de conciliation une fois l'élection terminée. De plus, Reagan risquait, par ce rapprochement, d'aliéner ses partisans les plus fidèles : l'électorat conservateur, farouchement opposé à toute politique « d'apaisement ». Le chapitre suivant étudie l'hypothèse voulant que Reagan, ennuyé par la politique étrangère, aurait laissé l'initiative à ses principaux lieutenants, surtout le secrétaire d'État George P. Shultz et le conseiller à la Sécurité nationale Robert C. McFarlane ; en effet, ces deux hommes se démarquaient nettement de la coterie conservatrice qui entourait Reagan par leurs positions plus centristes. Fischer réfute, d'une part, la croyance selon laquelle Reagan ne s'intéressait pas à la formulation de la politique étrangère, prenant comme exemple les dossiers de l'Initiative de défense stratégique et de l'Iran-Contra pour démontrer que le président n'était pas toujours le « Great Delegator » (p. 80) ; d'autre part, Fischer établit de façon convaincante que les conservateurs détenaient, à cette époque, les rênes du pouvoir — et l'oreille du président — davantage que les éléments plus modérés.

Si ces deux interprétations « traditionnelles » s'avèrent insatisfaisantes, qu'est-ce qui peut expliquer la volte-face de l'administration Reagan ? S'inspirant de la psychologie cognitive, Fischer nous propose une théorie des plus intrigantes : ébranlé par une série d'événements qui lui auraient fait comprendre les horreurs d'un conflit nucléaire potentiel et fortement influencé par son interprétation littérale de la Bible (il craignait qu'un conflit nucléaire entraîne l'Apocalypse), Reagan aurait brusquement révisé son approche pugnace envers l'URSS. L'automne de 1983 connut effectivement une série d'incidents qui contribuèrent à rehausser les tensions entre les deux superpuissances. En septembre 1983, l'avion KAL 007 est abattu en plein vol par des avions soviétiques, tuant 269 passagers ; deux mois plus tard, l'exercice militaire « Able Archer », qui réunit tous les pays de l'OTAN, est interprété par le Kremlin comme étant les premières phases d'une offensive nucléaire. Ces deux épisodes laissent Reagan considérablement ébranlé, un état qui s'aggrave lorsqu'il voit le film *The Day After*, un récit qui illustre les horreurs potentielles de l'holocauste nucléaire. Aux yeux de Reagan, une tragédie venait d'être évitée de justesse et il se devait d'agir pour éviter la catastrophe. Ainsi, selon Fischer, ce n'est pas la politique de la ligne dure préconisée par Washington qui aurait causé la chute du régime soviétique ; au contraire, ce serait effectivement Reagan qui aurait fléchi le premier !

Évidemment, Fischer ne cherche pas à insinuer que Reagan a sciemment planifié la fin de la guerre froide et encore moins à minimiser le rôle

joué par Gorbatchev. Elle soutient, par contre, que les premières ouvertures de Reagan ont préparé le terrain pour les réformes de Gorbatchev quelques années plus tard. En revanche, l'auteure explique de façon furtive les contradictions de la politique étrangère reaganienne qui, d'un côté, promouvait un rapprochement avec Moscou tout en poursuivant agressivement, de l'autre côté, la doctrine Reagan et l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires. En outre, Fischer semble parfois adopter sans broncher les thèses avancées par la rhétorique reaganienne et omet de les interroger adéquatement (*i.e.* croit-elle vraiment que l'Union soviétique détenait une supériorité militaire alarmante en 1981 ?). Par ailleurs, elle néglige de considérer certains facteurs qui auraient pu influencer les décisions de l'Exécutif : le Congrès, par exemple, exhortait l'administration Reagan à adopter une approche plus conciliante envers Moscou depuis 1981. Malgré ces lacunes, *The Reagan Reversal* demeure une œuvre captivante et originale, qui ouvrira sans doute de nombreuses perspectives sur l'étude des années Reagan.

En contraste des deux ouvrages présentés ci-haut, la troisième œuvre qui fait l'objet de la présente chronique s'intéresse à l'influence des acteurs non étatiques sur les événements qui ont amené la fin de la guerre froide. Dans *Unarmed Forces*, Matthew Evangelista, politologue de l'Université Cornell, nous propose d'étudier ce phénomène à l'aide d'une approche transnationale ; il décrit cette dernière comme étant « regular interactions across national boundaries when at least one actor is a non-state agent or does not operate on behalf of a national government or an intergovernmental organization » (p. 6). Autrement dit, cette démarche s'intéresse à l'activité de citoyens ordinaires participant aux sphères politiques qui étaient jusqu'alors la chasse gardée des cercles gouvernementaux⁵. Cette étude se distingue également par l'éventail impressionnant de sources consultées par l'auteur. En effet, il puise abondamment dans les archives américaines, russes et soviétiques, en plus de s'appuyer sur de nombreuses interviews auprès d'acteurs importants, dont les leaders de nombreux groupes pacifistes et Mikhaïl Gorbatchev lui-même.

Unarmed Forces cherche à mesurer l'impact des groupes de pression pacifistes sur les relations Est-Ouest, et ce, pour la période comprise entre la mort de Staline en 1953 jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Evangelista ne s'intéresse pas, toutefois, aux mouvements de masse qui, selon lui, ne prirent leur envol qu'au début des années 1980⁶. Il se penche plutôt sur l'impact d'organisations à caractère plus élitiste tels le mouvement Pugwash (d'origine canadienne), les International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) et les Physicians for Social Responsibility (PSR). Étudiant davantage les sources étatiques pour expliquer la guerre froide, la plupart des chercheurs ont, selon l'auteur, négligé de souligner la contribution

de ces mouvements pacifistes ; pourtant, les IPPNW et le mouvement Pugwash furent chacun honorés d'un prix Nobel de la paix pour leurs efforts envers le désarmement nucléaire (1985 et 1995, respectivement).

Le mouvement transnational pour la paix prend racine vers la fin des années 1950, dans un contexte de dégel poststalinien en URSS et également à la suite du développement de la bombe H par les États-Unis⁷, un engin mille fois plus puissant que celui qui tomba sur Hiroshima. En juillet 1957, vingt-deux éminents scientifiques provenant de dix pays différents se réunissent à Pugwash, en Nouvelle-Écosse pour discuter des problèmes posés par la prolifération des armes nucléaires. Ce rassemblement, qui sera répété sur une base annuelle, se donne dès le départ deux objectifs : (1) inciter les dirigeants des trois puissances nucléaires⁸ à déclarer un moratoire multilatéral sur les essais nucléaires et (2) convaincre les trois puissances d'adopter un système de vérification pour s'assurer que le moratoire soit respecté. Si les dirigeants américains restent insensibles aux pressions des scientifiques du mouvement Pugwash (ces derniers sont même attaqués dans la presse comme étant prosoviétiques), Evangelista démontre bien que leurs démarches auprès de Nikita Khrouchtchev, qui était plus réceptif aux plaidoyers et aux discours alarmistes de ces activistes, ont su porter fruit.

Les années Brejnev vont connaître le plus grand succès du mouvement transnational pour le désarmement, le traité de limitation des armes stratégiques de 1972 (SALT I). L'influence des médecins est grande au sein d'un Kremlin dominé par des gérontocrates à la santé vacillante. C'est le Dr Evgeni Chazov, médecin personnel de Leonid Brejnev, qui fonde les IPPNW avec le Dr Bernard Lown, cardiologue réputé de l'Université Harvard. Alors qu'ils sont critiqués aux États-Unis, les IPPNW sont très influents en URSS ; le Dr Lown et le populaire vulgarisateur Carl Sagan sont même invités à Moscou pour y rencontrer les dirigeants du Kremlin. Selon les dires d'un des activistes de l'époque, leur influence auprès des leaders soviétiques pouvait se comparer à « water dripping on a stone » : les effets n'étaient pas immédiats, mais représentaient une influence décisive à long terme (p. 164).

Le mouvement pacifiste transnational, qui s'était atténué après la signature de l'accord SALT, revient en force au début des années 1980, attisé par le dépérissement des relations Est-Ouest. La conjoncture s'appauvrit davantage en 1983, lorsque Reagan annonce l'Initiative de défense stratégique (un projet cyniquement baptisé « Star Wars » par la presse incrédule). Cette nouvelle arme menace l'équilibre des puissances nucléaires et, selon des scientifiques tels Lown et Andreï Sakharov, risque de provoquer une nouvelle course aux armements. Ceux-ci se livrèrent à une campagne de lobbying énergique, faisant feu de tout bois pour tenter d'amadouer les dirigeants soviétiques ; leurs efforts furent finalement récompensés lorsque

Gorbatchev accéda au pouvoir en 1985. Contrairement aux allégations des adeptes de l'école « *peace through strength* », qui soutient que l'IDS a déstabilisé l'URSS et l'a amenée à un point de vue plus conciliant, Evangelista suggère que l'IDS aurait plutôt fourni des munitions aux faucons du Kremlin et nuï aux efforts des activistes pour influencer les chefs soviétiques.

C'est ce dernier aspect qui rend la lecture de *Unarmed Forces* si stimulante. La grande majorité des études sur la fin de la guerre froide publiées aux États-Unis ne se basent que sur des sources américaines et négligent de considérer que le système politique soviétique, loin d'être un appareil monolithique, pouvait, tout comme aux États-Unis, être animé par plusieurs forces contradictoires. Evangelista illustre bien les jeux d'influence du Kremlin et comment les membres des IPPNW et du mouvement Pugwash, entre autres, sont arrivés à se frayer un chemin dans les antichambres du pouvoir pour disséminer leur message. Ironiquement, cette étude de cas nous démontre que le système soviétique s'avéra plus propice à l'influence transnationale que le système politique américain. L'auteur explique cette particularité en soulignant que les scientifiques pouvaient exercer une influence auprès des leaders soviétiques sans avoir à s'assurer d'un appui populaire et corporatif significatif ; aux États-Unis, en revanche, le « *peace lobby* » devait se mesurer aux groupes de pression bien organisés des marchands d'armes et des partisans de la ligne dure.

La politique de « *peace through strength* » de l'administration Reagan a-t-elle contribué au dénouement pacifique de la guerre froide ? *Unarmed Forces* maintient, au contraire, que les politiques fermes adoptées par les États-Unis, de Eisenhower à Reagan, auraient indûment prolongé la guerre froide, accumulant de nombreuses occasions manquées pour la paix. De plus, l'auteur offre une mise en garde judicieuse aux dirigeants américains d'aujourd'hui : Washington, en basant sa politique étrangère sur la prémisse captieuse que la supériorité militaire a assuré sa « victoire » (l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est représente la manifestation la plus claire de cette attitude), risque, au détriment d'un dialogue plus international plus sain, d'envenimer les relations entre l'Occident et la Russie.

Matthew Evangelista nous propose un ouvrage tout à fait pertinent, qui éloigne les acteurs étatiques des feux de la rampe pour éclairer le rôle de sources d'influence alternatives sur le processus politique. Par ailleurs, l'auteur maîtrise bien l'historiographie du sujet, ce qui rend regrettable le fait que ce volume n'offre pas une bibliographie. Certes, cette étude repose sur des assises précaires, étant donné que plusieurs des sources essentielles demeurent toujours sous le voile de la censure, aux États-Unis comme en Russie. Elle annonce toutefois un courant plus éclectique dans l'étude de la

fin de la guerre froide. L'éminent historien Robert Schulzinger nous rappelle effectivement que « [t]he demise of the Soviet Union was bigger than Reagan or Bush, and bigger than Gorbachev as well⁹ ». Les historiens et politologues américains qui, plus d'une décennie après la fin de la guerre froide, baignent toujours dans une euphorie triomphaliste auront sans doute à réviser leurs interprétations. Comme l'écrivait Simone de Beauvoir, si l'on vit assez longtemps, on voit que toute victoire se change un jour en défaite.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Andrew E. S. Busch, « Ronald Reagan and the Defeat of the Soviet Empire », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 27, n° 3, été 1997, p. 451-466. Voir également Dinesh D'Souza, « How Reagan Won the Cold War », *National Review*, vol. 49, n° 22, 24 novembre 1997, p. 36-41.
2. Soulignons que Shattan n'a choisi la Heritage Foundation qu'après avoir essayé des refus des maisons d'édition plus « conventionnelles ». Voir Fred Barnes, « A Textbook Performance », *The American Spectator*, vol. 32, n° 12, décembre 1999/janvier 2000, p. 91.
3. Cette doctrine, qui visait surtout les pays du Tiers monde, préconisait l'assistance aux insurgés anticommunistes ; la doctrine Reagan fut notamment appliquée en Amérique latine et en Afghanistan.
4. À cet effet, voir Robert J. McMahon, « Making Sense of American Foreign Policy during the Reagan Years », *Diplomatic History*, vol. 19, n° 2, printemps 1995, p. 372.
5. Pour une bonne synthèse de l'approche transnationale, consultez Pierre Milza, « De l'international au transnational ? », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 231-239.
6. À ce sujet, voir Mary Kaldor, « Who Killed the Cold War ? », *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 51, n° 4, juillet 1995, p. 57. L'auteure y analyse les activités de groupes pacifistes tels Solidarité en Pologne, Charte 77 en Tchécoslovaquie et Dialogue en Hongrie. Voir également John Tirman, « How We Ended the Cold War », *The Nation*, vol. 269, n° 14, 1^{er} novembre 1999, p. 14-21.
7. Quoique les États-Unis aient développé la bombe H dès novembre 1952, c'est la détonation d'un de ces engins en mars 1954, à l'atoll de Bikini dans l'océan Pacifique, qui suscite de vives inquiétudes auprès des milieux scientifiques.
8. La Grande-Bretagne s'était jointe au club nucléaire en 1952.
9. Robert D. Schulzinger, « The End of the Old World Order », *Diplomatic History*, vol. 20, n° 4, automne 1996, p. 693.